

BOU ISMAIL

L'École nationale supérieure maritime honore ses lauréats

En présence du ministre des Transports et des Travaux publics, des responsables locaux et des cadres de l'école a été lancée récemment la cérémonie de sortie des promotions d'ingénieurs mécaniciens, des lieutenants au long cours et d'autres cadres et officiers maritimes formés par l'Ecole nationale supérieure maritime de Bou-Ismaïl.

Lors du discours d'ouverture de la cérémonie, le directeur général de l'Ecole nationale supérieure maritime de Bous-Ismaïl affirma que «notre école, qui existe depuis 40 ans, procède à la cérémonie de sortie de 99 diplômés au titre des promotions 2016-2017. Ces promotions sont dédiées aux entreprises et structures nationales de navigation et de transport maritime. Cette récente promotion 2016-2017 compte 38 ingénieurs d'Etat des sciences de la mer et de la navigation maritime ; 31 ingénieurs d'Etat en mécanique et 30 conseillers maritimes».

Dans son allocution, le directeur de l'école, a indiqué que 117 élèves poursuivent encore leur cycle d'études, dont des ingénieurs d'Etat en sciences maritime et des ingénieurs d'Etat mécaniciens.

D'autres sources nous indiquent que parmi les étudiants poursuivant une formation en post-graduation spécialisée issus de cette école, il y a des élèves lieutenants appartenant aux Gardes-Côtes algériens et destinés à l'administration maritime.

S'agissant de la formation à la carte, on nous indique le chiffre de 3 396 diplômés en navigation et en sécurité maritime délivrés conformément au protocole maritime «STCW». Toujours dans le cadre de la formation spécifique et de la conformité avec la convention AFS (destinée au contrôle des systèmes salissure,



Photos : DR

nuisances sur les navires), 221 inspecteurs de la navigation ont été formés dans le cadre des besoins de la Direction nationale des gardes-côtes dont l'objectif concerne les activités nautiques, en surface comme en profondeur, nécessitant une formation aux techniques et aux méthodes d'inspection, dotées d'une réglementation et de solutions en vue de faire face aux risques et difficultés induits par les intempéries ou autres sinistres.

Il a été procédé, en outre, à la formation spécifique de 18 officiers de la Sûreté nationale

Dans son allocution, le ministre des Travaux publics et des Transports a indiqué que «notre ambition est de procéder à l'extension de nos moyens et nos ressources portuaires et de transport maritime dans les wilayas qui y sont adaptées.

C'est à ce titre que le projet du port d'El-Hamdania nous interpelle pour la réévaluation des besoins nationaux de transport maritime et éventuellement lancer une réflexion pour réexaminer les moyens en vue de procéder à l'extension et le réexamen des moyens existants, afin qu'on

réévalue le pourcentage requis en matière de transport maritime».

Le ministre dira, à ce titre, que «des entreprises sont interpellées pour intervenir dans ce contexte à travers des conseils afin de garantir la pérennité et la sécurisation de l'environnement».

Il dira à ce propos que l'Ecole nationale de Bou-Ismaïl et un groupe d'entreprises viennent de conclure la signature d'une convention de formation dédiée à l'exercice de cette spécialité au profit de 90 conseillers maritimes. «Ces efforts s'inscrivent dans la continuité de ceux entrepris par le ministère des Travaux publics et des Transports», dira le ministre.

Il est indiqué, par ailleurs, que dans le cadre des travaux de la réalisation de la carte de recensement portant sur l'historique et les archives des ressources et des moyens maritimes algériens, il est envisagé le lancement d'une formation de centaine d'officiers et de cadres chargés de l'exploitation commerciale de notre flotte maritime.

Le ministre dira, par ailleurs, que «l'Ecole supérieure maritime de Bou-Ismaïl est chargée d'as-

surer un rôle majeur dans ce cadre et d'assurer le pilotage de cette opération, en ajoutant que l'école devra s'appuyer sur son potentiel de la recherche scientifique et de ses chercheurs afin d'œuvrer à la réussite de cette opération».

Le ministre précisera également que «l'actuel laboratoire de recherche de l'école requiert une dotation financière importante qui lui sera allouée par le Fonds de la recherche, à même de lui permettre de garantir la pérennité de ce secteur, et qui s'inscrira dans la conformité avec les normes internationales pour l'obtention des certificats de capacités».

Toujours dans le cadre des sessions de jumelage avec l'UMQ (l'Union des municipalités du Québec), il y a le lancement des sessions de formation portant sur la gestion des mesures d'urgence et le transport des matières dangereuses ; ces formations sont destinées aux gestionnaires des ports, de la douane et de la Protection civile.

A ces formations spécifiques spécialisées, l'Ecole nationale supérieure maritime de Bou-Ismaïl s'investit aussi dans des

formations de courte durée et des recyclages notamment dans la lutte contre la pollution, le sauvetage en mer, la formation des personnels aux bateaux de plaisance et la plongée sous-marine.

Nos sources nous indiquent, par ailleurs, que le code de sécurité maritime, ISPS, entré en vigueur en décembre 2004 au niveau de tous les ports d'Algérie, avait requis la signature d'un panel de conventions de jumelage avec des instituts et organismes français, canadiens, sud-coréens, japonais et chinois, en vue d'assurer la formation des formateurs de l'Ecole nationale supérieure maritime.

Rappelons que cette école, qui s'appelait anciennement Institut supérieur maritime, créée en 1975, a délivré plus de 7 000 diplômes de navigation maritime, notamment dans les filières d'officiers de pont, filières machines, filières pêche et administration maritime. Au niveau national, plusieurs centaines d'agents des 10 entreprises maritimes et portuaires que compte l'Algérie ont participé aux divers stages et formations assurés par l'Ecole nationale supérieure maritime.

Pour les formations du deuxième et troisième cycle, l'Ecole nationale supérieure maritime de Bou-Ismaïl, qui est une branche régionale de l'Université maritime mondiale sise à Malmoë, en Suède, est, en outre, membre de l'Organisation maritime internationale (OMI), forme à la post-graduation spécialisée depuis 2006, notamment dans le domaine de la sûreté et la sécurité maritimes, formation destinée aux gardes-côtes, le shipping, le commerce international et logistique et la gestion portuaire.

Il convient de préciser, par ailleurs, que l'Ecole nationale supérieure maritime forme actuellement des étudiants africains et arabes dans les filières ingénieurs maritimes, dont plusieurs dans la gestion portuaire (Sénégal, Guinée, Gabon, Cameroun).

Houari Larbi

AÏN DEFLA

Le parcours du combattant des parturientes

Il arrive souvent que des mamans, en plein travail d'accouchement, se présentent en pleine nuit, après avoir parcouru des dizaines de kilomètres, au niveau de certaines structures médicales publiques en général, les plus proches, pour découvrir que, malheureusement, ce jour-là, la garde tournante n'est pas assurée au niveau de cette structure là mais, ailleurs, dans une autre structure, parfois située dans une autre ville située à des dizaines de kilomètres aussi.

Ce cas de figure arrive souvent malheureusement et ne manque pas de générer le stress tant chez la future maman que dans sa famille.

Beaucoup de chefs de famille, confrontés à cette situation, s'en prennent aux responsables des services de maternité quand ce n'est pas au chef d'établissement

lui-même l'accusant de tous les maux voire, de négligence même, de refus de recevoir les parturientes pour les orienter vers les cliniques privées et d'acointance avec ces dernières moyennant certains intérêts.

Pour savoir de quoi il en retourne réellement, nous avons posé la question au directeur de

wilaya de la santé, M. Meki Tayeb. Pour le responsable du secteur, il est clair et ce n'est un secret pour personne que gynécologues et radiologues sont les spécialistes les moins nombreux dans le secteur de la santé et que les moyens humains actuels ne permettent pas d'affecter ces spécialistes dans tous les hôpitaux et autres polycliniques en permanence à longueur d'année 24 h sur 24.

Il est clair aussi, dit-il que tous les accouchements ne nécessitent pas l'intervention d'un gynécologue, et que dans la plupart des cas pour des mamans qui ont bénéficié d'un suivi médical de leur grossesse, un suivi médical

dispensé est disponible au niveau de toutes les structures médicales et qu'une sage-femme réussit parfaitement.

Il ajoute que pour faire face au manque de ces spécialistes dont l'intervention est indispensable dans les cas d'accouchement par césarienne, il a été institué une garde tournante au niveau des hôpitaux de Aïn Defla où exerce une mission médicale chinoise, de Khemis Miliana et de Miliana, en plus des spécialistes exerçant dans le secteur privé dont certains assurent des gardes dans le secteur public. Pour le DSP, si les familles des parturientes se livrent à des parcours de combattant, c'est parce qu'elles ne s'in-

forment pas à l'avance sur le tour des gardes des hôpitaux pour pouvoir s'y rendre directement. Pourtant, ajoute notre interlocuteur, le tableau des hôpitaux des gardes est affiché dans toutes les structures médicales avec tous les numéros d'appel téléphonique. «Une naissance est un événement très important dans une famille aussi, il nécessite et un suivi médical régulier et une préparation minutieuse, et le devoir de s'informer à l'avance pour savoir où se situerait la garde de wilaya le jour «J»et éviter des déplacements inutiles et des pertes de temps précieux» conclut le DSP.

Karim O.